

cinquième zone

A
L
I
R
E
A
D
I
S
C
U
T
E
R
A
P
H
O
T
O
C
O
P
I
E
R
A
F
A
I
R
E
C
I
R
C
U
L
E
R

ON NE FAIT RIEN POUR LES JEUNES, MAIS QUE FONT LES JEUNES POUR EUX-MEMES ?

A lire la presse, à regarder la télévision, l'impression s'impose que les cités sont des coupe-gorge, repaires de drogués, de voyous et de jeunes prêts à tout. Violence dans les établissements scolaires, meurtre à Gerge-les-Gonesses, CES lapidé ailleurs, dealers partout. Pour un peu, à côté des banlieues, le Chicago des années trente aurait été une nurserie.

Heureusement, la réalité ne correspond pas -et de loin- à cette image. Nombre de cités sont tranquilles, et même dans ce que l'on appelle les quartiers sensibles, des gens vivent, essayent de s'en sortir sans couler et sans laisser les jeunes déraiper. Il faut tout de même le rappeler. Parce que c'est vrai et pour ne pas laisser coller l'étiquette de voyous à la peau des jeunes des cités !

Mais il reste que depuis plusieurs années, même si la presse en donne une vision exagérée, la situation dans les quartiers se dégrade, le nombre de cités "chaudes" augmente et la violence gagne.

Le "chacun pour soi" conduit à la

C'est, évidemment, la rançon du chômage qui frappe les banlieues en priorité. Pas de travail, pas d'avenir, pas d'espoir. Comment s'imaginer qu'avec des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes réduits à cette situation, quelques-uns parmi eux ne dérivent pas.

"On ne fait rien pour les jeunes des cités" entend-on souvent. C'est vrai. A part des promesses jamais tenues et des menaces toujours suivies d'effet, les gouvernants ne font rien -si ce n'est verser de l'argent aux patrons sous prétexte d'aider les jeunes-.

Alors, que faire ? Travailler au lycée, puis faire le siège de l'ANPE, courir les petits boulots, s'accrocher et espérer qu'avec beaucoup de courage et un peu de chance, on s'en sortira ? Oui, sans doute. Parce que, de toute façon, il n'y a pas le choix et que ça vaut toujours mieux que de baisser les bras et de finir dealer ou zonard.

cinquième zone

Cinquième zone veut donner la parole à la population qui vit dans de ce que l'on appelle aujourd'hui les banlieues et qui sont en réalité les quartiers les plus pauvres, les plus mal équipés, les plus mal desservis par les transports et autres services publics. Quartiers où la société capitaliste rejette ceux qu'elle exploite le plus, par les «petits boulots», l'interim et autres emplois précaires, ou qu'elle condamne au chômage et à la misère matérielle et morale.

Les "banlieues" sont un thème fréquemment évoqué pour verser une larme hypocrite ou faire peur aux bourgeois, mais aucun parti, ni de gauche ni de droite ne peut ni ne veut répondre aux problèmes qui se posent dans les quartiers populaires.

Même si ce bulletin n'est l'organe d'aucun parti politique, il se veut politique. Oui, il faut que les pauvres, les exploités fassent de la politique, leur politique. S'y refuser, c'est laisser les démagogues libres d'en faire, en notre nom et contre nous ! Et ils sont nombreux à y prétendre.

Le gouvernement et les patrons d'abord qui, avec le chômage, les lois Pasqua, les brimades policières entretiennent l'injustice et la misère, terreau des fanatismes.

Le Pen ensuite qui fait pousser son électorat sur l'ordure raciste et qui espère un jour passer la muselière à tout le monde.

Les intégristes, enfin, qui utilisent le désespoir pour étendre le voile de leur dictature obscurantiste.

Tous cultivent les poisons du particularisme, du nationalisme, du racisme pour attiser la haine. Diviser pour régner, la recette est ancienne mais toujours bonne.

Les catégories les plus pauvres de la population, quelle que soit leur origine, veulent, elles, une vie décente et digne. Ce droit, personne ne leur en fera l'aumône. Ce n'est qu'en luttant contre tous les oppresseurs et toutes les oppressions qu'elles le gagneront.

Correspondance

11 rue Salvador Allende
92220 BAGNEUX

On ne fait rien pour les jeunes, mais que font les jeunes pour eux-mêmes ?

(Suite de la p.1)

Mais, même si les plus courageux ou les plus chanceux s'en tirent ainsi, la question ne sera pas résolue pour tous et dans les quartiers, des milliers et des milliers de jeunes continueront de traîner leur ennui et leur avenir désespéré. C'est un problème général et sa solution ne peut être uniquement individuelle.

Individuellement, chacun des jeunes des cités ne peut pas grand chose. Les autorités le traitent avec arrogance quand il est seul et le patron ne le voit même pas. C'est d'ailleurs pour cela que certains, les plus désespérés ou les plus esquinés, essayent de rappeler leur existence et d'obtenir une apparence de respect en brandissant leurs poings ou leur cutter. Même si le remède est pire que le mal.

Mais, collectivement, les jeunes, leurs parents, leurs amis, leurs voisins représentent une force considérable. Parce qu'ils sont nombreux. Parce que, comme on dit, ils n'ont pas grand chose à perdre, que leurs chaînes. Mais aussi et surtout parce que, même si beaucoup l'oublie, ils font partie des opprimés et qu'en s'unissant et en luttant, ils ont les moyens de changer les choses.

Ca ne veut rien dire, pensent certains. Dans cette société, c'est chacun pour soi. Peut-être. Mais ça fait des années que chacun essaye de s'en tirer seul. Et que beaucoup échouent. On peut, bien sûr s'entêter et se dire que, pour soi, ce sera autre chose et qu'on réussira là où les autres ont échoué. Mais même ainsi, ce n'est pas une solution. Car il n'est pas suffisant d'arracher un sort à peu près correct pour soi. On n'échappe pas au monde dans lequel on vit. Les profs, par exemple, qui du point de vue matériel ne sont pas les plus malheureux et pourraient estimer que pour eux tout ne va pas si mal, subissent, eux-aussi, le contrecoup de la montée de la violence dans les banlieues. En réalité, tout se tient. Et quand une fraction de la population bascule dans la misère, ce sont tous les opprimés, tous les travailleurs qui payent.

Ne serait-il pas plus intelligent, et plus efficace, de s'y mettre tous ensemble, une bonne fois. D'exiger le droit pour tous d'avoir un emploi et un salaire convenables, de réclamer les équipements nécessaires dans les cités, d'obtenir que les plus dégradées d'entre elles soient réaménagées. Cela coûterait de l'argent ? Sans doute. Mais, de l'argent, il y en a. Voilà des années que les patrons empochent des milliards pour ne pas embaucher. Cela demanderait du travail ? Justement, c'est bien ce dont il s'agit : il y a des millions de chômeurs.

Alors, que manque-t-il ? A coup sûr, la volonté de l'imposer tous ensemble. Personne ne fera rien de valable si les jeunes eux-mêmes ne sont pas capables de faire ce qu'il faut pour eux-mêmes. Et pour commencer, comprendre que le "chacun pour soi" conduit à la perte de tous.

LE CHÔMAGE, UNE AFFAIRE QUI RAPPORTE GROS

Un jour, à Belfort, s'amène un monsieur qui se dit américain et patron. Il promet d'installer une usine de disques durs informatiques et de créer 270 emplois. Jack-pot ! La ville lui fait installer des locaux neufs et équipés. L'Etat lui verse une prime de 13,5 millions de francs, la Région 4 millions. Il est exonéré de la taxe professionnelle, de cotisations sociales, peut embaucher des CIE (un système de "lutte contre le chômage" où le patron reçoit 2 000 francs par mois pour tout salarié payé au SMIC). Un scénario classique.

Mais ce chasseur de primes jette le bouchon un peu loin. Ce ne sont pas des salariés qu'il veut, mais des esclaves : il fait venir 47 hommes et femmes de Malaisie, promesse de

salaire, 1 000 francs par mois. Arrivés sans autorisation, les Malais sont arrêtés à la frontière. Une enquête s'en suit, qui fait découvrir que le "patron américain" est un vulgaire escroc qui a déjà fait de la prison... et qui y retourne (provisoirement).

Bien sûr, l'affaire a fait scandale. C'est d'ailleurs pour cela qu'on a appris quelles sommes il a reçues. Car, en temps normal, rien ne transpire : les patrons (des petits combinards mais aussi de grands groupes industriels !) promettent des emplois, encaissent les chèques, les subventions, les aides, les exonérations, mais n'embauchent pas pour autant .

C'est ce qui s'appelle la lutte contre le chômage... à la mode de Belfort .